

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, le 15 février 1995, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "arrêtant le plan régional de développement", a donné le 20 février 1995 l'avis suivant:

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 15 februari 1995 door de Minister Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "tot vaststelling van het gewestelijk ontwikkelingsplan", heeft op 20 februari 1995 het volgende advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée.

La demande d'avis est formulée dans les termes suivants :

"Considérant que l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme prévoit, en son article 21, que la suspension des plans inférieurs en raison de leur défaut de conformité au projet de plan est levée si le plan n'est pas entré en vigueur dans les douze mois de l'entrée en vigueur du projet de plan;

Considérant que le projet de plan régional de développement est entré en vigueur le 11 mars 1994;

Considérant que la Commission régionale a remis son avis en date du 29 octobre 1994 et que cet avis a dû faire l'objet d'un examen long et précis;

Considérant en outre les délais matériels en vue d'assurer la reproduction des éléments du plan pour les rendre accessibles au public dans les trois jours de sa publication au Moniteur belge;

Considérant dès lors qu'il convient d'arrêter au plus vite le plan régional de développement;".

*

*

*

.../...

Observations générales.

I. 1. Le projet de plan régional doit, en vertu de l'article 18, alinéa 5, de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, être soumis à une enquête publique. Il doit, en outre, conformément à l'alinéa 8 de la même disposition, faire l'objet d'avis tant des conseils communaux concernés que de diverses instances consultatives désignées par le Gouvernement de la Région.

2. Dans le bref délai à lui imparti, le Conseil d'Etat, section de législation, n'a pas pu examiner de manière aussi approfondie qu'il l'eût souhaité quelle serait l'incidence éventuelle d'une publication jugée incomplète du projet de plan régional sur la validité de l'enquête publique.

Il n'appartient pas à la section de législation d'interpréter et de commenter, comme les délégués du ministre l'y ont invitée, l'arrêt n° 51.585 du 8 février 1995 rendu au contentieux de la suspension, ni de préjuger de quelque manière que ce soit, de l'arrêt qui sera rendu au fond.

Par contre, il appartient à cette section de vérifier si les formalités préalables à l'adoption du plan lui-même ont été respectées.

En l'état actuel des informations dont elle dispose, la section de législation estime que la non-

.../...

publication in extenso de l'arrêté adoptant le projet n'est pas de nature à affecter la validité de l'enquête publique, dès lors que la publicité spécifique prévue à l'article 18, alinéa 5, de l'ordonnance du 29 août 1991 précitée aurait été respectée, la tenue d'une telle enquête étant étrangère à la force obligatoire de l'arrêté adoptant le projet de plan.

3. Par ailleurs, si la section de législation peut vérifier si les différentes personnes et institutions consultées dans le cadre de la procédure d'élaboration du plan régional de développement ont effectivement donné un avis, elle n'est, en revanche, pas à même de se prononcer sur le caractère complet, adéquat et pertinent de la motivation retenue par le Gouvernement pour répondre aux critiques et objections formulées par les organes consultés et par la population concernée.

II. En vertu de l'article 24 de l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme :

"L'arrêté du Gouvernement adoptant le plan abroge les dispositions non conformes, qu'il énumère, des plans en vigueur".

La question se pose si les articles 2 à 5 de l'arrêté en projet contiennent une liste exhaustive des dispositions ainsi abrogées.

.../...

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat n'a pu le vérifier.

Il appartiendra aux auteurs du projet de faire cette vérification et, le cas échéant, de compléter cette liste.

III. Comme, en vertu de l'article 3, § 1er, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la section de législation n'a compétence pour donner un avis sur un projet d'arrêté que s'il s'agit d'un arrêté réglementaire, les observations qui suivent ont trait uniquement aux dispositions réglementaires du projet.

Examen du projet.

Préambule.

Alinéa 1er.

L'habilitation de l'auteur du projet à arrêter le plan régional de développement et à abroger les dispositions des plans en vigueur qui ne lui sont pas conformes repose exclusivement sur les articles 19 et 24 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme.

La référence aux articles 16, 17, 18 et 23 doit, en conséquence, être omise.

.../...

Il y a lieu, par ailleurs, d'observer qu'à la différence des autres abrogations contenues dans le projet, l'abrogation partielle de l'article 21 de l'arrêté royal du 28 décembre 1972 relatif à la présentation et à la mise en oeuvre des projets de plans et des plans de secteur, visée à l'article 6 du projet d'arrêté, puise son fondement légal non dans l'article 24, mais bien plutôt dans l'article 209 de l'ordonnance du 29 août 1991 précitée.

L'alinéa doit, en conséquence, être complété par une référence explicite à cette dernière disposition.

Alinéas 2 et 3.

L'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 9 décembre 1993 relatif à la présentation générale du projet de plan et du plan régional de développement ne tient pas lieu de fondement à l'arrêté en projet. Il en est de même en ce qui concerne l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 9 décembre 1993 arrêtant le projet de plan régional de développement.

Ces deux arrêtés ne sont pas davantage indispensables voire même simplement utiles à la compréhension du projet.

Les deux alinéas doivent, en conséquence, être omis.

.../...

Alinéa 4.

Il n'est pas d'usage de viser au préambule la ou les disposition(s) législative(s) ou réglementaire(s) qui requièr(en)t la consultation préalable de telle ou telle personne ou de tel ou tel organisme. Seule la mention de l'accomplissement de cette formalité doit figurer au préambule.

L'alinéa doit, en conséquence, être supprimé.

Alinéa 5.

Dans le texte néerlandais, il y a lieu d'écrire "als bijlage bij" et non "in bijlage aan".

Alinéa 9.

La référence faite à l'avis du Conseil d'Etat doit immédiatement précéder le dispositif du texte en projet.

Proposant.

Le mot "ministre" est superflu et doit, dès lors, être supprimé.

.../...

Dispositif.

Article 1er.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 6.

1. Un texte législatif ou réglementaire doit toujours être cité par son intitulé officiel. L'intitulé de l'arrêté royal du 28 décembre 1972 auquel la disposition en projet fait référence doit, en conséquence, être revu.

Il y a lieu, en l'occurrence, de le compléter en insérant après le mot "relatif" les mots "à la présentation et".

En outre, à la fin dudit intitulé, il faudrait écrire : "... et des plans de secteur".

Il importe, par ailleurs, d'observer que, contrairement à ce que soutiennent les auteurs du projet, l'article 21 de l'arrêté royal du 28 décembre 1972 que la disposition en projet tend à abroger pour partie n'a, à ce jour, subi aucune modification.

.../...

Les mots "modifié par l'arrêté royal du 8 novembre 1979" doivent, en conséquence, être supprimés.

2. Mieux vaudrait rédiger l'article sous une forme positive plutôt que négative. Le texte serait le suivant :

"Art. 6. Dans l'article 21 de l'arrêté royal du 28 décembre 1972 relatif à la présentation et à la mise en oeuvre des projets de plans et des plans de secteur, les mots "à 20 p.c. du volume bâti existant" sont remplacés par les mots "à 20 p.c. de la superficie de plancher existante".

Exécutoire.

Il y a lieu de remplacer les mots "Ministre-Président" par les mots "Ministre qui a l'Aménagement du territoire dans ses attributions".

Dispositions relatives à l'affectation du sol.

A. PRESCRIPTIONS GENERALES RELATIVES A L'ENSEMBLE DES PERIMETRES DU PLAN.

A. 0.2.

1. L'alinéa 1er de la prescription est inutile, eu égard à l'article 24 de l'ordonnance.

2. L'alinéa 2 est d'une compréhension difficile. Les mots "les potentialités urbanistiques" sont, à cet égard, significatifs. L'alinéa doit être rédigé de manière à être rendu compréhensible par tout un chacun.

A. 0.3.

Cette disposition est également d'une compréhension difficile. D'après les explications fournies par les délégués du ministre, la mixité s'entend de la pluralité des fonctions et les mots "les seuils de densité" doivent se comprendre comme signifiant "le rapport plancher/sol".

Le texte doit être revu en conséquence.

B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES RELATIVES A CHAQUE PERIMETRE DU PLAN.

B. 1.1., § 2, alinéa 2.

D'après les explications fournies par les délégués du ministre, les mots "dans la mesure où les conditions locales le permettent" n'ont pas pour effet de dispenser l'autorité compétente de préciser, dans la décision, les motifs concrets qui permettent l'augmentation des superficies visées à l'alinéa 1er.

Cette explication vaut pour les autres prescriptions du projet.

.../...

B. 2.2., § 5, 3º.

De l'accord des délégués du ministre, mieux vaut omettre les mots "aux travaux de gestion" qui n'ajoutent rien à la compréhension de la disposition examinée.

L'observation vaut également pour la suite des dispositions relatives à l'affectation du sol.

B.7., § 2, 2º.

Il convient de préciser que la prescription littérale visée est la prescription B.3.2.

B.8., alinéa 2.

1. Il convient d'écrire : "... conformément à la prescription B.13., § 1er" au lieu de "... conformément à la prescription 12, § 2".

2. A propos de l'alinéa 2, il a été précisé par les délégués du ministre que la preuve de la nécessité de développer dans le périmètre considéré de nouvelles affectations doit être apportée par le Gouvernement qui aura donc à motiver en conséquence sa décision.

.../...

B.9.

Il ne serait pas inutile de définir au glossaire les mots "des sites à haute valeur biologique" figurant à l'alinéa 2, seconde phrase, qui, s'ils sont bien connus des spécialistes, ne le sont pas des simples citoyens.

B.12.

Les mots "Les espaces structurants" appellent une observation similaire à celle formulée à propos de la prescription B.9.

D. PROGRAMMES DES PERIMETRES D'INTERET REGIONAL.Périmètre n° 4 (Prince Albert).

De l'accord des délégués du ministre, l'alinéa 2 doit être rédigé comme suit :

"La superficie de planchers affectée aux bureaux, à l'exception de ceux résultant de l'extension du Ministère des Affaires étrangères, ne peut ...".

Périmètre n° 7 (Quartier Nord,
Extension Hélicoptère).

1. A l'alinéa 3, le mot "verdurisation" est inconnu du lexique.

.../...

2. A l'alinéa 4, les mots "et maillé" doivent être supprimés.

Annexes.

Les annexes doivent être numérotées en chiffres romains et assorties de la mention "Vu pour être annexée à notre arrêté royal du ...".

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden.

De adviesaanvraag is aldus gemotiveerd :

"Considérant que l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme prévoit, en son article 21, que la suspension des plans inférieurs en raison de leur défaut de conformité au projet de plan est levée si le plan n'est pas entré en vigueur dans les douze mois de l'entrée en vigueur du projet de plan;

Considérant que le projet de plan régional de développement est entré en vigueur le 11 mars 1994;

Considérant que la Commission régionale a remis son avis en date du 29 octobre 1994 et que cet avis a dû faire l'objet d'un examen long et précis;

Considérant en outre les délais matériels en vue d'assurer la reproduction des éléments du plan pour les rendre accessibles au public dans les trois jours de sa publication au Moniteur belge;

Considérant dès lors qu'il convient d'arrêter au plus vite le plan régional de développement;".

*

*

*

.../...

Algemene opmerkingen.

I. 1. Krachtens artikel 18, vijfde lid, van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw dient omtrent het ontwerp van gewestelijk ontwikkelingsplan een openbaar onderzoek te worden gehouden. Overeenkomstig het achtste lid van dezelfde bepaling dienen bovendien zowel de betrokken gemeenteraden als de verschillende adviesorganen die door de gewestregering worden aangewezen, over dat ontwerp van plan een advies te geven.

2. De Raad van State, afdeling wetgeving, heeft binnen de korte termijn die hem is toegemeten niet zo grondig als hij had gewenst kunnen nagaan wat de mogelijke gevolgen zouden zijn van een onvolledig geachte bekendmaking van het ontwerp van gewestelijk plan voor de geldigheid van het openbare onderzoek.

Het is geen aangelegenheid van de afdeling wetgeving om, gelijk de gemachtigden van de minister haar daarom hebben verzocht, een uitlegging te geven van en commentaar te leveren bij arrest nr. 51.585 van 8 februari 1995, gewezen na een vordering tot schorsing, en evenmin om op welke manier dan ook vooruit te lopen op het arrest dat over het bodemgeschil zal worden gewezen.

Daarentegen is het wel een aangelegenheid van die afdeling om te toetsen of de vormvoorschriften die aan de goedkeuring van het plan zelf voorafgaan, in acht zijn genomen.

.../...

Bij de huidige stand van de gegevens waarover de afdeling wetgeving beschikt is zij van oordeel dat het niet-bekendmaken in extenso van het besluit tot goedkeuring van het ontwerp geen afbreuk vermag te doen aan de geldigheid van het openbare onderzoek, voor zoverre gehandeld zou zijn overeenkomstig de specifieke regels van openbaarmaking, gegeven in artikel 18, vijfde lid, van de voormelde ordonnantie van 29 augustus 1991, daar het houden van zulk een onderzoek vreemd is aan het verbindend karakter van het besluit tot goedkeuring van het ontwerp van gewestelijk plan.

3. Bovendien kan de afdeling wetgeving weliswaar nagaan of de diverse personen en instellingen die in de loop van de totstandkoming van het gewestelijk ontwikkelingsplan om advies zijn gevraagd, daadwerkelijk advies hebben gegeven, maar is zij niet bij machte om er zich over uit te spreken of de motivering die de Regering heeft gekozen om te antwoorden op de kritiek en de aanmerkingen van de om advies gevraagde organen en van de belanghebbende bevolking volledig, afdoende en relevant is.

II. Artikel 24 van de ordonnantie van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw bepaalt :

"Het besluit van de Regering houdende vaststelling van het plan vermeldt welke bepalingen van de vigerende plannen niet met dit plan overeenstemmen en heft ze op".

.../...

De vraag rijst of de artikelen 2 tot 5 van het ontwerp besluit een uitputtende opsomming bevatten van de bepalingen die aldus worden opgeheven.

Binnen de korte termijn die de Raad van State is toegemeten heeft hij zulks niet kunnen toetsen.

Het is zaak van de stellers van het ontwerp om die toetsing te doen en om in voorkomend geval die opsomming aan te vullen.

III. Krachtens artikel 3, § 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State is de afdeling wetgeving maar bevoegd om advies uit te brengen over een ontwerp van besluit als het om een reglementair besluit gaat, zodat de hierna volgende opmerkingen uitsluitend betrekking hebben op de reglementaire bepalingen van het ontwerp.

Onderzoek van het ontwerp.

Aanhef.

Eerste lid.

De bevoegdheid van de steller van het ontwerp om het gewestelijk ontwikkelingsplan vast te stellen en om de bepalingen van de geldende plannen op te heffen die daar niet mee in overeenstemming zijn, berust uitsluitend op de artikelen 19 en 24 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw.

.../...

De verwijzing naar de artikelen 16, 17, 18 en 23 behoort bijgevolg te vervallen.

Bovendien valt op te merken dat de gedeeltelijke opheffing van artikel 21 van het koninklijk besluit van 28 december 1972 betreffende de inrichting en de toepassing van de ontwerp-gewestplannen en gewestplannen, die beoogd wordt in artikel 6 van het ontwerp van besluit, in tegenstelling tot de overige opheffingen die vervat zijn in het ontwerp niet haar rechtsgrond ontleent aan artikel 24, maar wel aan artikel 209 van de meergenoemde ordonnantie van 29 augustus 1991.

Het lid dient bijgevolg zodanig te worden aangevuld dat uitdrukkelijk naar de laatstgenoemde bepaling wordt verwezen.

Tweede en derde lid.

Het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 9 december 1993 betreffende de algemene voorstellingswijze van het ontwerp van gewestelijk ontwikkelingsplan en van het gewestelijk ontwikkelingsplan biedt geen grondslag voor het ontworpen besluit. Hetzelfde geldt voor het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 9 december 1993 tot vaststelling van het ontwerp van gewestelijk ontwikkelingsplan.

.../...

Die beide besluiten zijn evenmin onontbeerlijk, ja zelfs niet gewoonweg dienstig voor het begrijpen van het ontwerp.

De twee leden behoren bijgevolg te vervallen.

Vierde lid.

Het is niet gebruikelijk dat in de aanhef verwezen wordt naar de wets- of verordeningsbepaling(en) op grond waarvan deze of gene persoon of dit of dat orgaan vooraf advies behoort te geven. In de aanhef behoeft alleen te worden vermeld dat aan dat vormvereiste is voldaan.

Het lid moet bijgevolg vervallen.

Vijfde lid.

Men schrijve "als bijlage bij" en niet "in bijlage aan".

Negende lid.

De verwijzing naar het advies van de Raad van State behoort onmiddellijk vooraf te gaan aan het dispositief van de ontworpen tekst.

.../...

Voordrachtformulier.

Het woord "minister" moet als overbodig vervallen.

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

In de tweede zin die de opsomming inleidt schrijven men : "... de bijgaande stukken :".

In de opsomming onder e) schrijven men : "e) de in het gewestplan aan te brengen ...".

Artikel 6.

Wanneer een wet of een verordening geciteerd wordt, behoort steeds het officiële opschrift ervan te worden aangehaald. Het opschrift van het koninklijk besluit van 28 december 1972 waarnaar de ontworpen bepaling verwijst, moet bijgevolg worden herzien.

In het onderhavige geval behoort het opschrift te worden aangevuld door na het woord "betreffende" de woorden "de inrichting en" in te voegen.

Daarenboven zou in hetzelfde opschrift, in fine, geschreven moeten worden : "... ontwerp-gewestplannen en gewestplannen ...".

.../...

Ook in het van belang erop te wijzen dat in tegenstelling tot wat de stellers van het ontwerp beweren, artikel 21 van het koninklijk besluit van 28 december 1972, van welke artikel de ontworpen bepaling de gedeeltelijke opheffing nastreeft, tot dusverre nooit is gewijzigd.

De woorden "gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 november 1979" moeten bijgevolg vervallen.

2. Het zou beter zijn het artikel positief te formuleren, in plaats van negatief. De tekst zou aldus luiden :

"Art. 6. In artikel 21 van het koninklijk besluit van 28 december 1972 betreffende de inrichting en de toepassing van de ontwerp-gewestplannen en gewestplannen worden de woorden "het bestaande bouwvolume" vervangen door de woorden "de bestaande vloeroppervlakte".

Uitvoeringsbepaling.

Men vervange de woorden "Minister-Voorzitter" door de woorden "Minister tot wiens bevoegdheid de ruimtelijke ordening behoort".

.../...

Bepalingen betreffende de bodembestemming.

A. ALGEMENE VOORSCHRIFTEN BETREFFENDE ALLE PERIMETERS VAN HET PLAN.

A. 0.2.

1. Gelet op artikel 24 van de ordonnantie is het eerste lid van het voorschrift zonder nut.

2. Het tweede lid is moeilijk te begrijpen. De woorden "het stedenbouwkundige potentieel" zijn hiervan een illustratie. Het lid moet zo worden gesteld dat het voor een ieder begrijpelijk is.

A. 0.3.

Ook deze bepaling is moeilijk te begrijpen. Volgens de door de gemachtigden van de minister verstrekte uitleg wordt met "het gemengd karakter" de verscheidenheid aan functies bedoeld en moeten de woorden "de dichtheidsdrempels" begrepen worden als "de verhouding vloer/terrein".

De tekst behoort dienovereenkomstig te worden herzien.

B. BIJZONDERE VOORSCHRIFTEN BETREFFENDE DE VERSCHILLENDE PERIMETERS VAN HET PLAN.

B. 1.1., § 2, tweede lid.

Volgens de door de gemachtigden van de minister verstrekte uitleg hebben de woorden "voor zover de plaatse-

lijke omstandigheden dit mogelijk maken" niet tot gevolg dat de bevoegde overheid ervan vrijgesteld is in de beslissing de concrete redenen op te geven waardoor de in het eerste lid bedoelde vergroting van de oppervlakten mogelijk is.

Deze uitleg geldt tevens voor de overige voorschriften van het ontwerp.

B. 2.2., § 5, 3º.

De gemachtigden van de minister zijn het ermee eens dat de woorden "het beheer van", die niets bijdragen tot het begrijpen van de onderzochte bepaling, beter zouden vervallen.

Deze opmerking geldt tevens voor de daarop volgende bepalingen betreffende de bestemming van de bodem.

B. 7., § 2, 2º.

Er behoort te worden gepreciseerd dat het geschreven voorschrift waarnaar verwezen wordt voorschrift B.3.2. is.

B.8., tweede lid.

1. Men schrijve "... overeenkomstig het voorschrift B.13., § 1" in plaats van "... overeenkomstig voorschrift 12, § 2".

.../...

2. Wat het tweede lid betreft, wordt door de gemachtigden van de minister gepreciseerd dat de Regering het bewijs moet leveren dat het noodzakelijk is voor de perimeter in kwestie nieuwe bestemmingen te bepalen en dat de Regering haar beslissing dan ook dienovereenkomstig zal moeten motiveren.

B.9.

Het zou niet onnodig zijn in de verklarende lijst een definitie te geven van de woorden "de ruimten met een hoge biologische waarde", die in het tweede lid, tweede volzin, voorkomen, aangezien de betekenis ervan voor de specialisten zeer duidelijk is maar voor de gewone burgers niet.

B. 12.

Bij de woorden "De structurerende ruimten" behoort een soortgelijke opmerking te worden gemaakt als die welke bij voorschrift B. 9. is gemaakt.

D. PROGRAMMA'S VAN DE PERIMETERS VAN GEWESTELIJK BELANG.

Perimeter nr. 4 (Prins Albert).

De gemachtigde van de minister zijn het ermee eens dat het tweede lid als volgt dient te worden gesteld :

.../...

"De voor kantoren bestemde vloeroppervlakte, met uitzondering van die welke het gevolg is van de uitbreiding van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, mag niet ...".

Perimeter nr. 7 (Noordwijk, uitbreiding helihaven).

1. Het in het derde lid gebruikte woord "verdurisation" behoort niet tot de Franse woordenschat.

2. In het vierde lid moeten de woorden "met een raster" vervallen.

Bijlagen.

De bijlagen behoren met Romeinse cijfers te worden genummerd en dienen de volgende vermelding te dragen "Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van ...".

La chambre était composée de :

De kamer was samengesteld uit :

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président de chambre,
kamervoorzitter,

Y. KREINS,
P. LIENARDY,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. van COMPERNOLLE,
J.-M. FAVRESSE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

J. GIELISSEN,

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. P. ERNOTTE, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. M. PAUL, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. ERNOTTE, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. M. PAUL, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

R. ANDERSEN.